

Le modèle brésilien de développement, la géopolitique et les intérêts canadiens

Paul-Yves Denis

Volume 7, numéro 3, 1976

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700689ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700689ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Denis, P.-Y. (1976). Le modèle brésilien de développement, la géopolitique et les intérêts canadiens. *Études internationales*, 7(3), 343–358.
<https://doi.org/10.7202/700689ar>

LE MODÈLE BRÉSILIEN DE DÉVELOPPEMENT, LA GÉOPOLITIQUE ET LES INTÉRÊTS CANADIENS

Paul-Yves DENIS *

INTRODUCTION

De 1968 à 1974, le rythme de croissance du PNB au Brésil a été de l'ordre de 10% par année. Ce fut suffisant pour qu'on commence à parler d'un « miracle brésilien ». Dans l'atmosphère d'euphorie qui secouait alors le secteur développé du pays, le mythe d'un « modèle brésilien » a pris naissance.

Or, en 1975, le taux de croissance du PNB avait déjà décliné de moitié et se situait même légèrement en deçà de 5%. En période de récession, on ne saurait nier qu'il s'agisse là d'une performance encore remarquable. Néanmoins, ce plongeon a suscité chez les responsables de la « révolution brésilienne » une période de réflexion en ramenant les prévisions à un niveau plus réaliste et en freinant quelque peu l'optimisme exagéré de certaines prévisions hâtives. Ainsi, ce vieux défi de l'histoire économique du Brésil, l'inflation qu'on avait réussi à ramener à des proportions plus acceptables, soit de 40% (1961-66) à 20-25% (1968-73), faisait à nouveau des siennes en 1974 alors que les taux s'inscrivaient à 34,5% selon les indices fournis par la Fondation Getulio Vargas. Elle s'est maintenue à plus de 30% en 1975, atteignant même 13% au cours du seul premier trimestre de 1976.

Ainsi, de 1973 à 1974, en dépit d'une hausse de 30% des exportations (\$8,5 milliards en valeur), les importations augmentaient parallèlement de 50% (\$12,3 milliards en valeur, dont \$3,5 milliards pour le pétrole seulement) ¹. Si l'on y ajoute \$2,4 milliards de frais occultes, le déficit pour 1974 s'établissait à \$6,9 milliards vs \$1,7 milliard en 1973. En 1975, il était encore supérieur à \$5 milliards. Normalement, le déficit de la balance commerciale brésilienne est épongé par les entrées sous forme de prêts et d'investissements qui lui permettent même d'augmenter ses réserves de façon appréciable.

Il n'en fut cependant pas ainsi en 1974, malgré un accroissement des prêts de 40% (\$5 milliards) et des investissements de l'ordre de \$900 millions, alors que le déficit, le premier en sept ans, atteignit le milliard de dollars, laissant

* *Département de géographie, université Laval.*

1. L'augmentation de la note pétrolière a été de l'ordre de \$2 milliards pour l'exercice financier 1974-75.

tout de même un fond de réserve se chiffrant à \$5,2 milliards. En 1975, avec une balance des paiements déficitaire de \$7,4 milliards, les réserves s'établissaient à moins de \$3,5 milliards (cf. tableau I).

TABLEAU I

*Évolution du commerce extérieur brésilien et de la balance des paiements
(en millions de dollars)*

Années	Balance commerciale			Balance des paiements
	Exportations	Importations	Solde	
1964	1 430	1 086	344	+ 140
1965	1 595	941	654	+ 368
1966	1 741	1 303	438	+ 54
1967	1 654	1 441	213	- 237
1968	1 881	1 855	26	- 508
1969	2 311	1 993	318	- 281
1970	2 739	2 507	232	- 562
1971	2 904	3 245	- 341	-1 307
1972	3 990	4 200	- 210	-1 489
1973	6 197	6 016	181	-1 290
1974	7 900	12 500	-4 600	-6 900
1975	8 500	12 300	-3 800	-7 400*

Source : Banque centrale du Brésil.

* Estimations du *Financial Time*.

Compte tenu de la baisse générale des prix des matières premières, en 1975, et de la gelée exceptionnelle qui a détruit en juillet de cette année-là 80% des plants de café², il n'a pas été possible de dépasser les \$9 milliards en valeur de produits exportés. Par ailleurs, les importations se sont soldées à \$12,3 milliards. Si l'on admet, *a priori*, que les frais occultes sont incompressibles et continuent de se situer au même niveau, soit à \$2,5 milliards, on verrait facilement que le déficit de la balance des paiements pour 1975 s'établirait à \$7,4 milliards. Même avec les \$5 milliards fournis au titre de prêts et investissements, les réserves monétaires ne parvenaient guère à faire autrement que culbuter à \$3,5 milliards.

La dette extérieure du gouvernement, si l'on exclut les corporations privées, atteint maintenant quelque \$22 milliards, soit à peu près le double de celle de l'Argentine. Pour un pays dont la population dépasse maintenant les 100

2. On estime à plus d'un milliard de dollars l'investissement nécessaire au remplacement des plants de café dans les secteurs les plus durement touchés, soit les plateaux de l'ouest et du nord-ouest du Parana, de même que de larges secteurs des États de Sao Paulo et Minas Gerais.

millions d'habitants et qui dispose d'un potentiel aussi varié et aussi abondant (exception faite des ressources pétrolières) que celui du Brésil, la situation ne saurait dans l'immédiat être qualifiée de tragique... à condition qu'on parvienne à renverser la vapeur dans des délais raisonnables. Reste à savoir si la conjoncture économique s'y prête et si ce renversement souhaitable de l'extérieur s'inscrit parmi les objectifs du modèle brésilien issu du discours géopolitique gouvernemental.

I — LE MODÈLE BRÉSILIEN

L'objectif fondamental de la politique économique brésilienne depuis 1964 consiste à concilier une forte croissance du PNB avec une réduction progressive du taux d'inflation. Il s'agit là d'un leitmotiv qui sous-tend la politique brésilienne. On estime que si le Brésil ne réalise pas le grand saut d'ici à 1980 ou au plus tard d'ici à 1985, en brûlant les étapes..., il lui sera difficile, voire même impossible, de récupérer le retard. Dans le Projet national du Grand Brésil, ce pays n'accepte plus d'être le « pays de l'avenir ». Il veut dès maintenant assumer son destin en affirmant sa souveraineté... mais tout en restant fidèle aux principes du libéralisme économique. C'est ici que le bât blesse et qu'une première contradiction de taille apparaît.

Certes, ce but, essentiellement nationaliste, peut difficilement être mis en cause. On veut à tout prix éviter la situation des pays sous-développés en l'an 2000. Il implique par ailleurs une double nécessité. D'abord, celle de l'industrialisation à tout prix, selon le thème par excellence cher à l'une des deux écoles au sein du Tiers-Monde, qui suggère de ne pas perdre de temps à réinventer ce que d'autres ont déjà trouvé. Il s'agit en fait d'une simplification du modèle japonais. En second lieu, il faut s'assurer un PNB constamment supérieur à 7%.

Cette option pose au Brésil deux types de défis : démographique et structurel³. Parmi les défis d'ordre démographique, on relève le taux de croissance qui continue d'osciller autour de 3% par année. 53% des Brésiliens ont moins de 20 ans. Il faudrait créer un million d'emplois par an ; ce qui explique qu'un Brésilien en activité doit alimenter 3,4 Brésiliens improductifs (contre 1,7 en pays développés). N'insistons pas sur la croissance des villes comme Rio ou São Paulo qui suscitent beaucoup plus de problèmes sociaux qu'elles n'apportent de solutions à l'absorption et à l'intégration des ruraux. Déjà 15 millions de logements seraient nécessaires pour combler le déficit actuel et remplacer les logements inacceptables. Quant aux logements sociaux, le rythme actuel de construction est nettement insuffisant pour qu'on puisse envisager à moyen terme la disparition des *favelas*, *mocambos*, *invasoes*, etc. La santé pose également des défis de taille. L'aire malarienne couvre encore 90% du territoire et le mal de Chagas demeure toujours sans thérapie, cependant que l'ankylostomiase, la dysenterie amibienne et différentes formes de filariose touchent plus de la moitié de la population. De son côté, le problème de l'éducation est

3. Murilo MELO FILHO, *O desafio brasileiro*, Bloch, Rio de Janeiro, 1971.

d'abord quantitatif : 70% d'analphabètes et un déficit de 150 000 professeurs ; et organisationnel : l'université est gratuite... mais l'enseignement moyen et technique est payant et cher... !

Au niveau des structures, on note en premier lieu le problème d'intégration que pose le Nordeste. Entre cette région d'exploitation traditionnelle et le Sudeste, l'écart s'élargit malgré les tentatives de mise en valeur par le biais de la SUDENE (Superintendance de développement du Nordeste). Toutefois, les investissements semblent avoir été trop côtiers et n'ont guère contribué à freiner un exode qui se poursuit au rythme de 200 000 personnes par an. D'autre part, malgré la promulgation d'un Statut de la terre (1964) et de la fondation de l'Institut brésilien de la Réforme agraire (1965), il n'y a jamais eu de véritable réforme agraire. Alors que l'élevage reste extensif grâce à l'utilisation de terres neuves presque gratuites, grâce également à l'immense marché de main-d'œuvre offert par la population brésilienne, l'*agribusiness* pénètre les campagnes du sud en évinçant les minifundistes endettés et sollicités par les compagnies privées de colonisation. Le remembrement des terres et l'extension des pâturages recréent ainsi des *latifundia* dans les seules régions où la moyenne propriété avait pu se développer.

La hausse des cours du pétrole à la fin de 1973 a certes contribué à déséquilibrer la balance des paiements. Rappelons toutefois que dès avant 1974, le modèle de développement brésilien avait manifesté ses premiers signes d'essoufflement. Dès 1971, en effet, le solde de la balance des paiements s'avérait déficitaire et le déficit de la balance des paiements dépassait le milliard de dollars pour la première fois (voir tableau I). Le Brésil n'est toutefois pas entièrement dépourvu sur le plan énergétique et les énormes centrales récemment construites ou actuellement en chantier sur le Parana sont là pour le prouver.

Dans le domaine du pétrole, le Brésil couvre un peu plus de 20% de ses besoins et les découvertes récentes dans la région de Campos, sise à 80 km au nord de Rio de Janeiro, ne sauraient lui laisser espérer une amélioration qui aille au-delà de 35 à 40% de ses besoins. Malgré l'installation récente d'une centrale nucléaire, l'avenir de cette ressource énergétique reste hypothétique. Enfin, l'inflation qu'on avait pu réduire à moins de 25% de 1967 à 1970 et à moins de 20% de 1970 à 1973 a refait surface en 1974 sous l'action simultanée de la hausse du prix du pétrole et des produits en général. Ce défi tient donc toujours en dépit du maintien d'une politique très stricte de contrôle des salaires dont la grande masse des travailleurs a fait les frais.

Pour contrer les effets négatifs des premières mesures (1964-68) de son programme de développement, le gouvernement « révolutionnaire » avait le choix entre une politique de réduction du taux d'inflation et une politique d'impulsion au développement industriel. Les impératifs liés à l'institutionnalisation du modèle ont voulu qu'on opte en faveur du second, « le combat contre l'inflation n'étant pas une fin en soi ». Parallèlement on mettait en place des mécanismes destinés à atténuer les effets de l'inflation chez les

épargnants et à encourager l'épargne nationale. Celle-ci est de l'ordre de \$4 milliards par an, mais s'avère insuffisante pour assurer le financement des investissements. Le principe est simple : on indexe aux dépôts enregistrés d'épargne le taux officiel d'inflation en plus d'un intérêt annuel de 12% environ.

Afin d'encourager les exportateurs, on procède également à des mini-dévaluations périodiques (1 à 2% à toutes les sept ou huit semaines). On a prétendu ainsi créer une forme de capitalisme populaire grâce à la collaboration de la classe moyenne sur laquelle le régime s'appuie. Cette classe moyenne n'a cependant pas hésité à lui lancer un avertissement sévère lors des dernières élections fédérales en votant massivement en faveur du parti d'opposition officiel, le Mouvement démocratique brésilien, et en faisant élire de nombreux députés et sénateurs.

Par ailleurs, en maintenant un taux de change glissant, l'objectif consiste davantage à dédramatiser et à supprimer les perturbations consécutives aux minidévaluations. L'efficacité du système est étroitement liée à la structure particulière de la balance des paiements, alors que les exportations demeurent dans l'ensemble peu diversifiées et que l'éventail de la clientèle est réduit.

Sur le plan stratégique, le modèle s'appuie sur une alliance inconditionnelle entre le pouvoir militaire et les industriels et implique corollairement l'intégration ou la démission de l'oligarchie foncière sous les pressions exercées conjointement par le gouvernement, d'une part, par le biais de sa politique d'autonomie céréalière et de prêts massifs (Banco do Brasil) aux producteurs et par l'*agribusiness*, d'autre part, par la reconversion agricole et par la mécanisation des campagnes. Cette action s'effectue au détriment des métayers et des colons au profit des multinationales qui pénètrent intensivement le secteur alimentaire brésilien dans la perspective d'une augmentation croissante de la demande et de l'insuffisance de l'offre mondiale d'aliments.

Dans ce contexte, agriculteurs et éleveurs n'ont guère le choix s'ils veulent maintenir leur position concurrentielle face aux multinationales et aux sociétés anonymes qui s'accaparent des surfaces de plus en plus vastes dont le seuil de rentabilité s'établit déjà à 25 000 hectares. Dans le sud-est, malheureusement, ces mutations s'opèrent au désavantage d'une main-d'œuvre déjà maintenue à l'écart des fonctions relativement stables de métayers et de colons par des lois sociales promulguées sous le mandat présidentiel de Joao Goulart. Ils ne trouvent d'ores et déjà plus d'emplois dans cette campagne en voie de mécanisation rapide.

Pendant ce temps, les fronts pionniers refuges n'en attirent qu'un petit nombre. D'ailleurs, l'Institut national de la Colonisation et de Réforme agraire devient de plus en plus un marchand de terres face aux pressions des gouvernements locaux (11 millions d'hectares ont été mis en vente en 1975). Ainsi, en Amazonie, la Superintendance pour le Développement de l'Amazonie critique les projets de colonisation publique planifiée avec objectifs sociaux impliquant le transport sur place des excédents de Nordestins. On préfère mettre de plus

en plus l'accent sur la colonisation privée planifiée et sur la mise en réserve des terres pour les grands projets d'élevage qui constituent une forme d'évasion fiscale pour les multinationales telles Volkswagen, Nestlé, Liquigas, Goodyear, Transbrasil, etc. Il existe même des superprojets comme celui de Jarilandia, dans le district d'Amapa. Conçue par un des hommes les plus riches du monde, Daniel Ludwig, président de National Bulk Carriers, cette super-exploitation s'étend sur 1,5 million d'hectares. On y retrouve des mines de manganèse et de bauxite, une plantation de pins, une usine de cellulose et un troupeau de 25 000 bovins. Ce complexe autonome, parachuté en pleine *selva*, constitue un véritable défi aux velléités intégrationnistes de Brasilia puisqu'il est le prototype même de la formule internationale d'exploitation⁴.

Au contraire de la politique coloniale classique à laquelle le Brésil est resté soumis pendant trois siècles, le néo-colonialisme des multinationales ne se trouve pas impliqué de très près dans l'organisation de la production agricole. Dans le cas brésilien, c'est surtout la commercialisation qui les intéresse. Ainsi, pour compenser le manque à gagner occasionné par les spéculations sur le marché international, les planteurs et éleveurs brésiliens auront tendance à élargir les aires de production. Ce calcul qui est traditionnel dans l'agriculture commerciale brésilienne aboutit à l'organisation sur une large échelle d'une économie de gaspillage⁵.

À cet égard, l'exploitation de l'espace amazonien dans ses modalités actuelles suscite davantage l'inquiétude en rapport avec une présence étrangère insuffisamment contrôlée que de critiques sur les risques de dévastation écologique. La structure des investissements effectués en Amazonie au cours des dix dernières années reflète finalement assez bien la situation de dépendance qui caractérise le capital brésilien. Le capital brésilien non associé au capital étranger trouve ici difficilement sa place : d'une part, il n'a pas accès aux secteurs les plus dynamiques ; d'autre part, il ne peut s'imposer face aux multinationales dans les nouvelles activités ouvertes par l'élargissement de la sphère de production. Il se concentre alors dans l'immobilier, la construction civile, la finance, etc. De son côté, le capital étranger s'intéresse avant tout au secteur minier, ce qui ne l'empêche pas d'être présent dans l'élevage où il est seul à présenter des projets d'agro-industrie. Perçue au préalable comme un espace-réserve répondant à des besoins conjoncturels mais éphémères, l'Amazonie devient maintenant un enjeu autour duquel s'organisent des intérêts antagoniques ou concurrents : d'une part, elle continue de servir d'espace-réserve pour le capital multinational ; d'autre part, d'espace-refuge pour le capital local étranglé⁶.

4. José DA VEIGA, « Quand les multinationales font du ranching », *Le Monde Diplomatique*, septembre 1975.

5. Julia JURUNA, « Brésil, le despotisme tropical », *Le Monde Diplomatique*, juin 1976.

6. Hélène RIVIÈRE D'ARC et Christine APESTEGUY, « L'Amazonie, réserve pour le capital multinational et refuge pour le capital national étranglé », *Le Monde Diplomatique*, juin 1976.

D'une façon générale, les critiques à l'encontre de la politique économique n'ont pas tant porté sur les résultats obtenus que sur l'irrégularité du partage. Selon les statistiques officielles, 50% des Brésiliens ont des revenus trop faibles pour participer au marché de consommation (\$370 par an), 30% demeurent au niveau de subsistance (\$1 030 par an) et seulement 20% ont un revenu suffisant pour pouvoir accéder au marché des biens durables (plus de \$2 400 par an). Cette situation découle directement du climat d'insécurité maintenu au niveau de l'emploi en vue d'assurer la disponibilité d'une main-d'œuvre peu qualifiée mais abondante et faiblement rémunérée.

Des gains de productivité importants ont pu être enregistrés depuis 1964 grâce à une politique de répression systématique des grèves, des mises hors circuit des syndicats, de l'augmentation de la durée et des rythmes de travail. Les sociétés multinationales peuvent ainsi fabriquer à moindre coût les marchandises qu'elles exportent ensuite. Ainsi, IBM construit ici une partie des ordinateurs destinés au Marché commun et Volkswagen licencie des milliers de travailleurs de ses usines allemandes tandis qu'augmentent les cadences de production au Brésil et que s'achève la construction d'une nouvelle usine⁷. Pour le gouvernement militaire, il est plus rentable dans l'immédiat de créer des emplois que d'accroître les rémunérations. La politique de contrôle des salaires avec ses réajustements périodiques en fonction des hausses de prix officielles (toujours en deçà des hausses effectives) en est l'expression la plus tangible. Elle aboutit néanmoins à la détérioration du pouvoir des salariés qu'on peut évaluer à au moins 30% depuis 1964. Le salaire minimum de 9,6CR en 1960 atteignait à la fin de 1975 532CR, soit une augmentation de 5,450% en quinze ans. Durant la période correspondante, le coût de la vie augmentait de 7,750% ; d'où le manque à gagner de 30%.

Par ailleurs, les échelles de salaires en vigueur au Brésil restent à la fois sélectives et discriminatoires. Si les salaires annuels des PDG s'échelonnent

TABLEAU II

Augmentation du coût de la vie

Indice de base = 100		1973	1974	1975	1976	
Rio de Janeiro	1965/67	398	532	698	817	(avril)
	% augmentation/précédent	+13,7	+33,7	+31,2		
Sao Paulo	1965/67	414	551	713	735	(décembre)
	% augmentation/précédent	+13,7	+33,1	+29,4		

Source : Bank of London and South America, vol. 10.

7. Yves HARDY, « De l'euphorie économique au désenchantement », *Le Monde Diplomatique*, juin 1976.

fréquemment de \$100 000 à \$300 000, ceux des gérants d'entreprises plus modestes oscillent autour de \$30 000, ceux des officiers de relations publiques s'établissent à \$16 000 et ceux des cols blancs sont de \$9 000 en moyenne. Pendant ce temps, la classe ouvrière fait les frais de l'essor économique brésilien si l'on tient compte qu'un ouvrier qualifié des chaînes de montage de Ford-Brésil gagne moins de \$3 500 par année, que les manœuvres perçoivent environ \$1 500 et qu'une aide-domestique reçoit de \$700 à \$800 par an. Une des particularités du modèle brésilien est que ces gains de productivité sont confisqués au profit d'une infime minorité au lieu d'être répartis dans la collectivité nationale. Le président de la Banque du Brésil, Angelo de Sa, confirme cette tendance à la concentration des revenus entre les mains d'un pourcentage de plus en plus faible lorsqu'il affirmait récemment : « Il est impossible d'assurer la redistribution des revenus en moins d'une décennie... ou même de deux. » D'où l'existence de deux marchés parallèles : celui des biens durables et de luxe, auquel ne peut accéder que la fraction privilégiée qui bénéficie de ces gains, et celui des biens de consommation courants. Ces dernières années, tous les efforts ont porté sur le premier marché, dont l'essor spectaculaire explique en grande partie la croissance rapide du PIB.

Alors que le développement semble en grande partie axé sur des consommations ostentatoires, les industries de biens de consommation courants (produits alimentaires, textiles, chaussures) ont peine à croître au même rythme que l'expansion démographique (2,9% par an). Seules prospèrent les entreprises qui ont réussi à trouver des débouchés à l'étranger, car, pour l'instant, la masse se trouve exclue de la soi-disant société de consommation de masse !

L'insuffisance de l'épargne interne oblige en outre le Brésil à recourir à de constantes injections de capital étranger pour financer son « miracle ». Si l'on dresse le bilan après onze années de pénétration massive de capitaux étrangers, on doit forcément admettre que la soi-disant nécessité de financer les importations à coups d'emprunts place d'ores et déjà le Brésil au seuil de la banqueroute. En 1975, le pays a dû payer \$1,8 milliard d'amortissement de prêts, soit au total avec les intérêts, environ \$3 milliards de dollars⁸.

Quel sera alors le niveau d'endettement en 1979-80 alors que les seuls amortissements dépasseront 3 milliards de dollars ? D'après une étude récente de l'Organisation des États américains (O.E.A.), le paiement de l'amortissement et des intérêts augmente à présent plus rapidement que le niveau de la dette elle-même. Le coefficient d'absorption de la dette sera supérieur à 100% après 1977. En 1974, sur \$100 qui rentraient au Brésil, \$43 servaient à payer les intérêts et amortissements. Ce taux passe à 64,1% en 1975 et, pour les cinq années suivantes, les prévisions l'établissent comme suit : 62,6% en 1976, 80,4% en 1977, 101,7% en 1978, 105,6% en 1979 et 108,4% en 1980. À ce rythme, les réserves qui se chiffraient à plus de \$6 milliards en 1973 se seront volatilisées avant la fin de la décennie.

8. M. DE CARVALHO, *Opinião*, 29 août 1975.

L'extraordinaire croissance urbaine que vit aujourd'hui le Brésil n'est pas pour autant un gage de santé économique, ni un processus favorable à une meilleure récupération des énergies et à leur insertion dans une société de consommation de masse. La prolétarisation du paysannat entraîne inexorablement le reflux de milliers de paysans sans terre en direction des petites et moyennes villes, mais non leur intégration. Elles posent aux administrations locales dont les structures d'accueil se trouvent débordées de véritables défis. Cette main-d'œuvre bon marché (*boias frias*), lasse d'être exploitée par les intermédiaires qui louent leurs services aux *fazenderos*, se dirigera en dernière instance vers les métropoles⁹ où le coût de la vie est plus élevé en l'absence de structures adéquates.

Leur intrusion massive dans des milieux urbains congestionnés et sous-équipés s'accompagne d'une véritable transposition des retards technologiques culturels et sociaux du milieu rural au milieu urbain. Ainsi, le Brésil archaïque ne disparaît pas, mais se répartit entre les zones rurales et les quartiers urbains. Le nouveau dualisme brésilien élargit le fossé économique et culturel entre participants et exclus. C'est pourquoi, l'importance du marginalisme urbain constitue un véritable constat d'échec de la ville en tant que pôle de développement régional en même temps que source potentielle de blocage du « miracle économique ».

II – LA GÉOPOLITIQUE

Ce modèle brésilien que nous venons de discuter présuppose donc l'existence d'une société de consommation de masse. Il nous apparaît en conséquence peu conforme à la structure de la société brésilienne et nous semble d'autant moins convaincant qu'il tient peu compte de l'ampleur des écarts et qu'il est loin d'être adapté aux ressources et aux possibilités actuelles.

Ne serait-il pas plutôt l'appui logistique d'un nouvel impératif étroitement lié à celui de sa sécurité assumée (par le biais de l'interdépendance) : le développement. Sécurité et développement constituent ici les éléments fondamentaux de la géopolitique brésilienne. Rappelons qu'au Brésil les objectifs nationaux sont de nature clairement stratégique. Pour atteindre ces objectifs, trois conditions : autodétermination, intégration et prospérité s'avèrent indispensables afin de réaliser une géopolitique et une géostratégie d'intégration et de valorisation spatiales, d'expansionnisme vers l'intérieur, mais de projection pacifique vers l'extérieur. À ceci s'ajoutent obligatoirement une participation active à la défense de la civilisation occidentale, une collaboration intime avec le monde

9. « L'insuffisante diffusion du développement est le problème politico-économique le plus grave que nous ayons à résoudre. Il est vrai que le fossé ne se comble pas entre la partie de la population la plus privilégiée et le reste du pays. Il est vrai également au niveau des régions que le décalage tend à augmenter entre Sao Paulo et le reste du pays. », Luis Arrobas MARTIN, chef de la Maison civile du gouverneur de l'État de Sao Paulo, cité par Yves HARDY, *op. cit.*

sous-développé du continent et d'outre-mer et une capacité de résistance accrue aux pressions des grands centres dynamiques, le tout s'inscrivant à la fois dans les cadres latino-américains, continental et du monde occidental.

Dans cette conception globale, politique et stratégie se compénètrent et privilégient une sécurisation qui ne saurait être atteinte en dehors de l'idéologie « développementaliste ». La géopolitique a donc ici deux tâches bien définies : l'une relative à la lutte et à la défense ; l'autre relative à la paix. C'est cette idéologie moderne développée par le géopoliticien attitré du régime militaire brésilien, le général Golbery Couto e Silva¹⁰, principal théoricien de l'École supérieure de guerre, qui a conduit à la révolution de 1964 en persuadant l'état-major de l'importance de sa mission pour assurer la protection d'une puissance internationale en gestation.

En plus de postuler l'intégration nationale, cette géostratégie vise également l'intégration continentale, puisque le Brésil participe aux cinq grandes aires géopolitiques par son territoire et sa population ; ce qui lui confère une vocation continentale et sud-américaine. Pour bâtir cette intégration continentale, le Brésil doit stimuler l'essor du marché commun latino-américain. Il doit intervenir dans la mise en place d'un réseau continental de communications et dans la mise en valeur des ressources économiques et technologiques à l'échelle du continent. C'est déjà le cas en Bolivie, au Paraguay et en Uruguay. Il doit de plus, selon la doctrine golberyenne du « satellite privilégié », assumer ses responsabilités aux côtés des États-Unis afin de garantir la sécurité de l'espace panaméricain. Cette position, qui s'appuie sur la théorie du « bipolarisme », a été entérinée par Kissinger lors de la signature, le 21 février 1976, à Brasilia, d'un protocole d'accord organisant des liens spéciaux entre Washington et Brasilia.

Ce protocole prévoit des consultations semestrielles entre les États-Unis et le Brésil dans trois domaines principaux : les problèmes internationaux, le commerce et les transferts de technologie. Brasilia se voit ainsi accorder un traitement jusque-là réservé aux grands partenaires des États-Unis. Il va sans dire que des voix se sont élevées tant à l'intérieur du Brésil que dans les pays limitrophes pour fustiger « les prétentions brésilo-nord-américaines », « le rôle de gendarme accordé au Brésil », « le cheval de Troie destiné à détruire la précieuse unité latino-américaine ». Par la grâce de Washington, le Brésil se voit consacré comme « le plus égal des pays latino-américains¹¹ ». Le surimpérialisme brésilien se trouve maintenant reconnu de façon explicite par la proclamation de l'axe privilégié Washington-Brasilia.

Cette situation n'est cependant pas sans susciter des antagonismes, des sursauts de nationalisme vis-à-vis des investissements étrangers et notamment

10. Aujourd'hui président de Dow Chemical du Brésil, le général Golbery demeure toujours l'un des conseillers les plus écoutés du président Geisel. Il symbolise l'association étroite qui s'est créée entre officiers supérieurs et représentants du grand capital.

11. Jean-Pierre CLERC, « Un dégagement limité », *le Monde*, sélection hebdomadaire, 26 février au 3 mars 1976.

vis-à-vis des sociétés transnationales. Même le ministre de l'Industrie dans le cabinet Geisel, Severo Gomes, admettait, il n'y a pas si longtemps, que l'investissement étranger constituait un facteur d'appauvrissement dans le contexte de l'expérience brésilienne, en biaisant le système de développement national.

Les multinationales, soulignait-il à cette occasion, au lieu de contribuer à niveler les inégalités régionales sont susceptibles de ralentir l'intégration nationale et de favoriser une érosion culturelle.

Il faut bien reconnaître que ces éclats de voix n'exprimaient guère autre chose qu'un nationalisme de conjoncture si l'on tient compte de l'abandon en cours du monopole pétrolier détenu par Petrobras et le refus implicite du gouvernement d'attenter au pouvoir des multinationales. Le contrat de \$12 milliards signé en juin 1975 entre la République fédérale d'Allemagne et le Brésil, qui prévoit la fourniture échelonnée sur 15 ans de huit centrales nucléaires, met en évidence les préoccupations essentiellement développementalistes du gouvernement brésilien. Avec les militaires, les entreprises multinationales sont sans doute les plus intéressées à la réalisation de ce contrat. Principales consommatrices d'électricité, elles sont également grandes pourvoyeuses de technologie. Comme, par ailleurs, elles ont su habilement intégrer à la direction de leurs filiales brésiliennes les militaires fraîchement émoulus de l'École supérieure de guerre et les généraux influents, rares sont les conflits d'intérêts¹². Il s'agit là d'une première manifestation de ce tandem militaires-industriels pour tenter d'asseoir son pouvoir à long terme. On comprendra facilement que le président Geisel n'avait pas les moyens de sa politique de libéralisation face à ce puissant *lobby*, formé d'un fort clan de militaires s'appuyant sur l'*establishment* industriel. Si l'on ajoute à ceci les succès électoraux du MDB, en novembre 1974, et la manifestation des premières difficultés économiques, on aura l'explication du progressif durcissement du régime. Ce glissement présidentiel, toujours plus à droite, insiste sur le caractère indissociable du modèle de développement brésilien et d'une politique répressive.

Enfin, l'idéologie de l'interdépendance et de la sécurité légitime encore le fait que 21 personnes décident au sein du Conseil national de sécurité ce qui est bon pour 100 millions de Brésiliens dans tous les domaines « depuis l'état d'esprit de la population jusqu'aux statistiques sur les haricots noirs en passant par les stocks d'armes de guerre¹³ ».

III – LES INTÉRÊTS CANADIENS

Mais le Canada n'est-il pas lui aussi, sur plusieurs plans, un « satellite privilégié » des États-Unis ? Quels seront alors ses rapports avec le Brésil ? Se limiteront-ils, comme ce fut le cas au cours des dernières années, à un

12. Miguel ARRAES, « Le nouveau visage de l'absolutisme », *Le Monde Diplomatique*, septembre 1974.

13. CELSO, Furtado, *Análise do Modelo Brasileiro*, Civilização Brasileira, Rio de Janeiro, 1973.

simple échange de produits complémentaires dont la balance commerciale a toujours penché en faveur du Canada depuis 1968 ? Que représente le Brésil pour un pays commerçant comme le Canada, perpétuellement en quête de marchés qui lui permettront d'éponger le déficit de sa balance commerciale avec son puissant voisin ? Un partenaire commercial d'appoint ou à part entière, un déversoir pour ses liquidités en quête d'investissements sécuritaires et à taux élevés ou encore un marché dynamique, réceptif et expérimental pour ses technologies, ses bureaux de conseillers, ses systèmes de mise en marché, etc. ?

En 1974, le Brésil se hissait au septième rang parmi les partenaires commerciaux du Canada, grâce surtout à d'exceptionnels achats de blé de l'ordre de \$238 millions. Au cours de cette année-là, les exportations en direction du Brésil atteignaient \$393 millions pendant que les importations se chiffraient à peine à \$112 millions, laissant au Canada un solde très favorable de \$281 millions.

En 1973, les exportations s'étaient limitées à \$111 millions alors que les importations s'étaient établies à \$87 millions, soit un bilan positif beaucoup plus modeste de \$24 millions. Comme on peut le constater, le blé fait toute la différence en 1974 avec un écart de \$200 millions par rapport à 1973. Le caractère conjoncturel de cette situation est toutefois peu susceptible de se produire à brève échéance, compte tenu des volumes impliqués et du fait que l'Argentine reste malgré tout le fournisseur naturel du Brésil en produits céréaliers tempérés. La stratégie du gouvernement brésilien dans le domaine agricole tend à favoriser l'expansion des emblavures, à augmenter les rendements de façon à répondre dans les plus brefs délais possibles à la demande interne. La pénétration rapide de l'*agribusiness*, solidement appuyée par la Banque du Brésil sur les fronts pionniers de l'ouest du Panama et l'encouragement massif fourni à l'association de culture blé-soja devraient permettre au Brésil de s'affranchir dans une large mesure de la dépendance extérieure¹⁴.

Aussi, la position du Brésil risque-t-elle de fluctuer sensiblement d'une année à l'autre sur la liste des clients du Canada. D'autant plus qu'en période de récession économique le Brésil devra forcément limiter ses achats ou du moins être plus sélectif.

Il s'agit donc, comme on pourra l'observer en consultant les données du tableau III, d'échanges qui se limitent principalement à des produits primaires. En effet, outre le blé, le Canada exporte surtout en direction du Brésil, de la pâte à papier, du papier journal, de l'acier, de l'aluminium, des produits chimiques et des métaux semi-ouvrés. Du Brésil, les importations se limitent à des fibres naturelles, des minerais de fer, d'étain et de manganèse, des bois

14. Paul-Yves DENIS et Raymond PÉBAYLE, *La dynamique régionale d'un arrière-pays pionnier : l'exemple du nord du Parana*, Études et Documents, CEGET, Bordeaux. Éditions du CNRS (sous presse).

d'œuvre et des produits de dessert (café, cacao, agrumes). Au-delà de ces chiffres, qui traduisent une complémentarité essentiellement géographique et zonale, s'esquisse une autre réalité qui se traduit par l'implantation sans réciprocité de sociétés canadiennes au Brésil, soit plus d'une quarantaine au total, noyées dans le flot de multinationales qui y déferlent depuis 1964. Parmi ces sociétés, on retrouve des banques, des bureaux de conseillers, des producteurs

TABLEAU III

Bilan des activités commerciales Canada-Brésil en 1973 et en 1974

Exportations canadiennes (valeur en \$1 000)			Importations brésiliennes		
	1974	1973		1974	1973
Blé	238 058	37 736	Fibres naturelles	11 278	1 747
Papier journal	26 158	12 574	Minerai de fer	9 468	6 952
Métal en feuilles	16 400	4 523	Moteurs	9 411	—
Aluminium (gueuses et lingots)	15 269	5 616	Café (vert)	8 280	18 515
Chlorure de potassium	9 002	3 035	Café soluble	6 530	5 460
Acide muriatique			Étain en blocs	4 140	—
Systèmes d'embrayage et équipements	5 500	1 087	Beurre de cacao	3 920	714
Fibres d'amiante	4 712	1 671	Bois précieux	3 693	1 661
Cuivre raffiné en plaques	4 705	1 719	Concentrés et jus d'oranges	3 569	5 252
Poinçonneuses, calcula- trices	4 193	1 357	Pantalons de coton	3 402	1 599
Nickel (lingots) anodes et cathodes	3 705	3 275	Bœuf en conserve	3 365	3 285
Plastiques et caoutchouc synthétique	3 362	1 462	Cacao (fèves)	2 898	395
Zinc en blocs	2 721	2 461	Manganèse (minerai et concentrés)	2 750	1 308
Pâte à papier (kraft) (papier fin)	2 308	778	Souliers et bottes	1 792	56
Moteurs d'avions et pièces	2 276	1 111	Huile de ricin	1 330	2 492
Minerais de molybdène	1 571	1 153	Tissus synthétiques	1 408	1 886
Soufre, brut et raffiné	1 571	1 478	Rayonne et viscose		
Pâte à papier (kraft) (emballage)	1 441	950	Farine de manioc	1 268	423
Sels métalliques et acides inorganiques	1 388	1 538	Acajou	1 607	382
			Cacao pur	1 044	595
TOTAL	393 400	111 300	TOTAL	112 200	87 100

Source : Chambre de Commerce, Brésil-Canada.

d'électricité, de papier journal, d'outillage agricole, des constructeurs, des brasseurs, des compagnies d'extraction minière, des métallurgistes et même des imprimeurs.

Parmi les investisseurs au Brésil, le Canada (\$361 millions en 1974) occupe le cinquième rang, avant le Royaume-Uni et la France, mais derrière la Suisse, le Japon, l'Allemagne de l'Ouest et surtout les États-Unis. En 1973, les investissements se chiffraient à \$360 millions ; ce qui semble témoigner d'une certaine stabilité à la suite de la politique de garantie et de sécurisation des fonds étrangers. D'autre part, si l'on excepte les foyers d'investissements traditionnels des Bahamas, des Bermudes et des Caraïbes, on note que le Canada investit autant au Brésil que dans tout le reste de l'Amérique latine.

La tolérance concernant le rapatriement des profits issus du modèle brésilien de développement n'est certes pas étrangère à cette concentration des capitaux canadiens en terre brésilienne. En 1973, les sociétés étrangères ont pu ainsi exporter du Brésil plus de \$400 millions uniquement dans les domaines de la technologie, licences, patentes, etc. Au cours de la même année, Brascan (une compagnie à 97% canadienne), l'une des trois étrangères les plus importantes parmi les dix plus grandes avec une mise de fond de \$1,2 milliard, pouvait ainsi rapatrier les quatre-cinquièmes de ses intérêts. L'une de ses filiales, la Brazilian Light (Brascan détient 83% des parts) rapatriait également 50% de ses profits de \$108 millions. Massey-Ferguson, en plein essor grâce à la politique de mécanisation agricole, a pu aussi rapatrier 33% de ses profits nets, soit \$10 millions. Dans ces conditions, on ne doit guère s'étonner de la crédibilité que le modèle brésilien suscite chez les investisseurs canadiens et les responsables gouvernementaux qui affirment, à la remorque d'Alistair Gillespie, ministre de l'Industrie et du Commerce du Canada, que les perspectives sont excellentes et que le Canada se doit d'en profiter¹⁵.

En dépit de l'antagonisme foncièrement émotionnel ressenti par la majeure partie de la population conscientisée et par une fraction des militaires vis-à-vis des multinationales, on ne saurait nier l'engagement à part entière du Brésil pour des raisons pragmatiques à vouloir maintenir l'attrait lucratif exceptionnel qu'il représente pour les investissements étrangers. Le régime reste convaincu, étant donné l'insuffisance de l'épargne locale, que les investissements étrangers annuels d'environ \$1 milliard demeurent essentiels pour assurer le taux de croissance économique élevé sur lequel s'appuie le modèle de développement brésilien.

15. L'ambassadeur du Canada à Brasilia, Barry Steers, s'exprimait l'an dernier dans des termes non équivoques sur la perception du marché brésilien par les Canadiens : « The Brazilian economic boom is not a rubber boom... It is a broad-based boom that has never been seen before in Brazil, and rarely seen anywhere in the world. It undoubtedly represents great opportunity for Canada. But we can't just sit up there, hoping that we are going to be able to get our share. We have to come down here and sell. » *The Financial Post*, Report on Brazil, 18 octobre 1975.

Toutefois les signes évidents de ralentissement du rythme de croisière risquent, à court terme, de modifier les programmes des multinationales. La Brascan, entre autres, a décidé de se départir d'un certain nombre de ses filiales brésiliennes, notamment dans le domaine de l'énergie où le rôle des sociétés étrangères est avec raison fort mal accepté, et de concentrer ses investissements au Canada. Flaire-t-on déjà une levée des garanties de rapatriement ou une baisse anticipée des marges de profits ? Pour l'instant, rien dans les prises de position récentes tant du général Geisel que des disciples de la politique économique de Delfim Netto, MM. Joao Paulo Dos Reis Velhoso et Mario Henrique Simonsen, respectivement ministres de la Planification et de l'Économie, ne le laisse supposer.

Pour les dirigeants actuels du Brésil, les raisons qui ont amené le coup d'État justifient toujours une grande vigilance. D'une part, l'armée pâtit de l'alliance tacite qui l'unit à une fraction de la bourgeoisie brésilienne plutôt qu'à la nation ; d'autre part, elle est entraînée, malgré le vœu de certains de ses cadres, à couvrir des options économiques dénationalisantes.

Entre le clivage Nord-Sud, stigmatisé par Jacques Lambert¹⁶, et opposant un Nord-Est sous-développé à un Centre-Sud industrialisé ou encore des îlots de richesses émergeant sporadiquement d'un énorme glacis de pauvreté et le clivage Est-Ouest, pivot de l'idéologie révolutionnaire, ce dernier reste prépondérant à mesure que s'estompent les processus de détente de la période d'investiture et que se confirme le glissement vers la droite de la présidence. Le modèle de développement brésilien serait-il indissociable d'une politique répressive ? On ne peut nier que le Brésil éprouve ses premières rebuffades importantes depuis quelques années. Cependant, on ne saurait pour autant conclure à la faillite de ce régime. Rappelons, à cet égard, que le terrain d'entente entre industriels et militaires

est beaucoup plus vaste que ce qu'il était lorsque les interlocuteurs de ces derniers étaient des hommes politiques attachés aux intérêts locaux ou sujets à la tentation populiste d'aller aux masses par-dessus les structures de médiation¹⁷.

Un fait nouveau se dégage : la dépendance accrue des militaires face à leurs créanciers internationaux et leur plus grande disponibilité aux projets des multinationales.

Quoi qu'il en soit, on ne peut dans l'immédiat que constater la violence des contradictions entre une souveraineté claironnée à grand renfort de publicité et une autonomie nationale qu'on ne cesse d'abdiquer.

16. Jacques LAMBERT, *Osdois Brasils*, INEP, Rio de Janeiro, 1973, 277p.

17. Celso FURTADO, *Analise do modelo brasileiro*, *op. cit.*

BIBLIOGRAPHIE

- CARDOSO, Fernando H., *O modelo político brasileiro*. Difusão Européia do Livro, São Paulo 1973, 211p.
- COLSON, R. F., *Brazil: Technological Transfer and Economic Growth*. Bank of London and South America, March 1976, Vol. 10, p. 118-126.
- FERNANDES, Florestan, *Sociedade de classes e subdesenvolvimento*, Zahar, Rio de Janeiro, 1972, 267p.
- FURTADO, Celso, *La formation économique du Brésil*, Mouton, Paris, 1973, 218p.
- FURTADO, Celso, *Análise do modelo brasileiro*, Civilização Brasileira, Rio de Janeiro 1973, 122p.
- LAMBERT, Jacques, *Os dois Brasils*, INEP, Rio de Janeiro 1973, 1277p.
- Le Monde Diplomatique*, Série d'articles sous le titre « Régime de fer, économie dépendante : le Brésil prototype du développement périphérique », juin 1976.
- MELO FILHO, Murilo. *O desafio brasileiro*, Bloch, Rio de Janeiro, 1971.
- SCHOOYANS, Michel. *Destin Brésil*, Duculot, Belgique 1973, 230p.
- SCHOOYANS, Michel. *La Présidence Geisel et le « pragmatisme responsable »*, (Problèmes d'Amérique latine n° XXXIX), février 1976, *La Documentation française*, Paris.
- SIMONSEN, Mario H., *Brasil 2002*, Apec, Rio de Janeiro, 1972, 178p.
- SINGER, Paulo, *O milagro brasileiro : causas e consecuencias*, CEBRAP, São Paulo, 1972, *The Financial Post, Brazil*, édition spéciale 18 octobre 1975.
- Vision. *El milagro tambaleante*, 30 avril 1975.